EDITORIAL

LE soir du 20 mars, la gauche était battue aux élections législatives. C'était la défaite ; pire, la déroute. Alors que les leaders de la gauche s'entre-déchiraient, se rejetaient mutuellement la responsabilité de l'échec, alors que «l'Union» volait en éclats, que le Programme commun de 72, présenté comme la solution-miracle à tous les problèmes depuis des années, disparaissait de la scène politique, les travailleurs se posaient la question de la lutte. Quatre semaines plus tard, les premières grèves éclataient. Beaucoup ont été surpris par ce renouveau des luttes.

La bourgeoisie s'attendait sans doute, à une reprise de l'offensive ouvrière. Mais pas aussi tôt. Elle pensait pouvoir profiter de l'abattement supposé des ouvriers après l'échec de la gauche pour faire passer toute une série de mesures anti-populaires. C'est ainsi qu'une vague de licenciements retardée jusqu'au 20 mars, devenait réalité : Terrin, Boussac, Flaminaire, Massey-Fergusson... pour ne citer que les plus connus. En même temps, un train de fortes hausses, notamment des services publics était décidé, portant ainsi un nouveau coup au pouvoir d'achat des familles populaires. Barre pensait pouvoir asséner ses mauvais coups en toute quiétude. Il s'est trompé.

LES élections passées, les revendications restent. Mais ce qui a changé, c'est que ne pèse plus la chappe de la perspective électorale. Pendant des années, la colère ouvrière a pu être contenue en grande partie à cause de cela. De journées d'action en débrayages symboliques, les directions syndicales avaient réussi à maintenir la volonté de lutte dans les limites de l'attente du mois de mars 78. Maintenant, tout cela est balayé ; la gauche a fait faillite ; elle n'a plus de perspectives électorales à offrir à court terme. Nous sommes entrés dans une autre période, dans une situation nouvelle : la place est nette pour le développement des luttes ouvrières.

Le mouvement amorcé dès les premiers jours de mai, dans une série de petites et moyennes entreprises va aller croissant. Brusquement, quelques centaines d'O.S., immigrés pour la plupart, se mettent en grève et occupent leur atelier des grandes presses à l'usine de Flins. A Cléon, les travailleurs parviennent à imposer l'occupation aux appareils syndicaux qui n'en voulaient pas. Le signal est donné. Dans toutes les usines de la Régie, c'est l'effervescence. les débrayages se multiplient. Partout, les mêmes revendications : 300 F pour tous ; 5e semaine de congés ; 35 h par semaine... Mais faute de perspectives, de mot d'ordre d'ensemble, la lutte ne sera pas généralisée. D'autres ont pris le relais : les 85 000 ouvriers d'État des arsenaux se mettent massivement en grève contre les attaques du ministre Bourges à leurs avantages acquis de haute lutte. Les ouvrières de Moulinex se mobilisent pour 400 F pour tous. En même temps, la vague se poursuit dans toute une série d'entreprises moins connues. Contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires. Enfin, dans les Vosges, les Boussac rompent avec l'attentisme imposé depuis plusieurs semaines par les directions syndicales et passent à l'offensive.

CE qui frappe dans ce renouveau des luttes, c'est la très grande détermination des travailleurs. Les occupations, les séquestrations de patrons, les piquets de grève se sont multipliés. Face à l'intransigeance des capitalistes, la combativité n'a pas fait défaut. Pourtant, presque dans tous les cas, les grévistes ont du affronter les mesures répressives de la bourgeoisie. Les sinistres compagnies d'uniformes noirs, prêtant main forte aux commandos anti-grève de toutes sortes, sont intervenues à maintes reprises. Les licenciements, poursuites judiciaires et autres mises à pied se sont abattus en masse sur les travailleurs en lutte. Cela n'a pas empêché le mouvement gréviste de se développer jusqu'aux premiers jours de juillet. Parmi les plus déterminés, ce sont les couches les plus exploitées de la classe ouvrière qui sont à la tête de ce renouveau des luttes. Partout, les O.S., les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés ont été à l'avant-garde de cette offensive ouvrière du début de l'été. Ce sont justement ces couches sur lesquelles les partis de gauche, et surtout le PCF ont les plus grandes difficultés à imposer leur contrôle, celles-là même qui ont été les plus critiques à l'égard des tactiques des directions syndicales.

IMMÉDIATEMENT après les élections, la politique dite «d'ouverture», 2e volet de la politique d'austérité giscardienne, a suscité un intérêt certain parmi les états-majors syndi-

caux. Edmond Maire n'a pas hésité à donner 3 mois d'essai au nouveau gouvernement. Tous se sont précipités chez Giscard, chez Barre, chez Ceyrac... Déjà, ces courtoises visites ont suscité un courant de contestations dans la classe ouvrière et dans les organisations syndicales.

La direction CFDT n'était pas parvenue, en janvier, à faire admettre le fameux rapport Moreau, condensé-manuel du parfait petit négociateur. Misant, elle aussi, sur une soi-disante démoralisation des travailleurs consécutive à l'échec de la gauche, elle revenait à la charge en avril, et réussissait à imposer ses vues. Elle ne prévoyait évidemment pas une aussi prompte riposte de la classe ouvrière aux attaques de la bourgeoisie. Depuis le déclenchement des luttes, elle se trouve dans une situation de porte-à-faux extrêmement inconfortable et doit faire face à une importante vague de contestation à l'intérieur de la confédération.

La direction CGT a joué un peu plus finement. Il était nécessaire pour elle de redorer quelque peu son blason singulièrement terni par l'alignement ouvert sur les positions du PCF tout au long de la polémique de la gauche. L'appel public de Séguy à voter pour le PCF avait suscité une vague de protestations ; pas seulement des membres du PS en poste dans la CGT. S'opposant en paroles à la direction CFDT et à son attitude de sabotage, les dirigeants CGT ont multiplié les appels à la lutte pour tenter de refaire un peu du terrain perdu. Evidemment, ces appels généraux n'ont été suivis d'aucun effet sur le terrain. Cette tactique vieille comme le mouvement syndical n'a cependant pas souvent produit les effets escomptés.

LES partis de gauche poursuivent au sein des syndicats les querelles qui les déchirent. Le mouvement de luttes qui s'est déclenché ce printemps ne les intéressait que dans la mesure où ils pouvaient s'en servir pour se renforcer l'un au détriment de l'autre. Ils n'étaient d'accord que sur un point : maintenir l'offensive ouvrière dans des limites où elle ne risquait pas de leur échapper. Le résultat de ces luttes pour les travailleurs ne les intéresse guère. C'est ainsi qu'à Renault et dans les arsenaux par exemple, ils sont parvenus (non sans mal) à faire reprendre le travail sans que les revendications des travailleurs ne soient satisfaites.

Ces tactiques, complètement étrangères aux intérêts des travailleurs ont créé une situation intéressante à l'intérieur même des syndicats. La remise en cause des directions syndicales lorsqu'elles s'opposent aux luttes, freinent leur développement ou dénaturent les revendications, ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui est nouveau, c'est qu'elle atteint aujourd'hui des proportions bien plus larges parmi les travailleurs. Dans ces luttes du printemps, on a vu de nombreuses manifestations : à Nantes, les grévistes de plusieurs boîtes en lutte refusent de défiler sous la banderole des Unions locales CGT et CFDT ; à Cléon, les leaders de la CFDT se font copieusement huer ; ceux de la CGT ne parviennent pas à prendre la parole quand ils cherchent à imposer un vote à bulletins secrets ; à la SPLI de Rennes, les grévistes refusent le soutien de l'UD-CGT et éconduisent fermement les représentants du PCF qui voulaient parader dans l'usine ; on pourrait citer des dizaines de ces exemples.

CET aiguisement des contradictions entre les ouvriers en lutte et les hommes des partis de gauche qui contrôlent les confédérations se répercute évidemment à l'intérieur même des syndicats. Les anciennes lignes de clivage semblent aujourd'hui dépassées. Elle se situent maintenant principalement entre ceux qui veulent la lutte et ceux qui ne la veulent pas. Ainsi, de nombreux militants et même responsables syndicaux, à Renault, à Moulinex, à Boussac... se rangent de manière offensive aux côtés des travailleurs contre ce qu'ils appellent les «appareils» dont souvent ils n'hésitent pas à critiquer publiquement le comportement dans les luttes. Dans les Vosges, ce phénomène touche même des responsables d'UL ou d'UD. C'est là un aspect extrêmement positif du renouveau des luttes dans cette situation politique nouvelle.

Bien entendu, il faut encourager ces travailleurs, les soutenir dans leur lutte au sein des structures syndicales. Mais cela ne saurait suffire pour assurer le succès des luttes dont tout indique qu'elles vont connaître un nouveau développement à la rentrée. On l'a bien vu dans celles qui viennent de se dérouler. Le poids des partis de gauche dans les structures syndicales est encore trop lourd aujourd'hui pour espérer que le juste combat contre eux suffise pour mener les luttes qui se préparent, à la victoire. Il importe de lutter à la fois dans les syndicats et hors des syndicats ; de créer des comités de grève, des comités de soutien, d'impulser des coordinations, d'agir par tous les moyens pour que les travailleurs prennent leurs luttes en main ; pas seulement qu'ils puissent dire leur mot, mais pour qu'ils dirigent effectivement leurs grèves sous tous les aspects. Il n'est pas certain que les résultats assez limités des mouvements de ce printemps influencent négativement le développement des luttes pour la rentrée. Pour autant, toutefois, que les travailleurs en voient nettement les causes et se donnent les moyens de les éliminer. C'est à cela qu'il faut travailler pour cette rentrée qui promet d'être placée sous le signe de la lutte. ■

Moulinex, Renault, Boussac : les travailleurs veulent diriger leurs luttes.